



COMMUNIQUE AUX ECOLES

Ce jeudi 14 novembre, près de 200 enseignants, agents territoriaux et parents se sont rassemblés devant le rectorat à l'appel des syndicats d'enseignants et agents territoriaux FO et CGT et de SUD pour demander la suspension immédiate de la réforme Peillon et l'abrogation du décret des rythmes scolaires.

En même temps, se tenait le Comité Technique Académique [l'ordre du jour concernant le premier degré étant le bilan de la rentrée 2013]. Le représentant de la FNEC FP FO a proposé aux autres organisations syndicales de ne pas siéger afin de marquer leur soutien aux personnels en grève nationale. Seule Force Ouvrière a quitté la salle.

Comme dans toute la France, la grève a été un succès dans tout le département. Les personnels présents l'ont confirmé : dans de nombreuses écoles, tous les collègues enseignants et personnels territoriaux étaient en grève.

Les organisations syndicales ont été reçues par le secrétaire général du rectorat. La délégation syndicale a affirmé que les personnels grévistes ne demandaient pas du "temps" ou un "aménagement", mais la suspension immédiate et le retrait du décret, car tout démontre que le but recherché est la destruction des statuts des personnels, enseignants et agents territoriaux. Tout démontre également que le ministre entend aller sur le chemin de la territorialisation de l'école, c'est à dire le chemin de la destruction de l'unité de l'Education nationale et de l'Ecole publique sur tout le territoire de la République.

La délégation a demandé de transmettre les revendications au Ministre. Elle a rendu compte aux manifestants de l'audience et a appelé les collègues à se réunir dans les écoles pour adopter des prises de position en ce sens.

Une intersyndicale nationale se réunira le mercredi 20 novembre afin de définir les moyens pour faire céder le ministre. En ce qui le concerne le SNUDI-FO appelle l'ensemble des personnels à signer la pétition nationale ci jointe.